



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

**UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES**

ISSN 0241 0494

Le 8 juillet 2024

N° 507

PRIX : 1 Euro

**Une économie qui ne fonctionne que pour enrichir une minorité, on n'en veut pas !**



Le quartier d'affaires du Plateau à Abidjan



Le quartier de Gesco à Yopougon, après une opération de déguerpissement le 22 février 2024

• **Sommaire au verso**

## Sommaire

### Éditorial

Une économie qui ne fonctionne que pour enrichir une minorité, on n'en veut pas !

Pages 3 à 6 Côte d'Ivoire :

- ▶ La question du mal-logement.
- ▶ La complicité de l'État et d'une multinationale dans l'empoisonnement des populations.
- ▶ Propriété foncière, business et micmac.
- ▶ Parole de politicien !
- ▶ Faut pas on va rire !
- ▶ Un faux débat !

Page 7 Sénégal : les présidents changent mais pas la situation des petites gens.

Page 8 Mali : les arrestations d'opposants continuent.

Page 8-9 Kenya : président assassin, FMI criminel.

Pages 10 -11 Madagascar :

- ▶ Fête de l'indépendance placée sous le signe de l'aggravation de la pauvreté.
- ▶ Les trafics d'espèces protégées s'intensifient.

Pages 11-12 France : il n'y aura pas de changement sans mobilisation massive et consciente des travailleurs !

### Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 25 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

### Adresse

Le PAT BP 42  
92114 Clichy Cedex

### Site internet:

[www.uatci.org](http://www.uatci.org)

## Éditorial

### **UNE ÉCONOMIE QUI NE FONCTIONNE QUE POUR ENRICHIR UNE MINORITÉ, ON N'EN VEUT PAS !**

*Le 18 juin dernier, lors d'un discours devant les députés, Ouattara s'est auto-félicité de la « bonne santé » et de la « robustesse » de l'économie de la Côte d'Ivoire. Évidemment, il ne parlait pas pour les pauvres dont les conditions d'existence se détériorent pendant que les grands capitalistes s'en mettent pleins les poches.*

*Du haut de son poste de chef de l'État, il s'adressait plutôt à cette classe minoritaire d'exploiteurs et de parasites qui accaparent les richesses produites par les travailleurs des villes et des campagnes. C'est aussi une manière de dire à cette bourgeoisie que l'État ivoirien est fier d'être à son service et qu'il veille sur sa prospérité.*

*Le quotidien des travailleurs ne fait pas partie de ses préoccupations. Pas un mot sur le coût de la vie et les bas salaires qui étranglent de plus en plus de familles des travailleurs. Pas un mot sur les conditions infernales de travail ni sur la précarité des contrats des travailleurs, sur le fait que de plus en plus d'entreprises recrutent leurs salariés au jour le jour. Il suffit de l'humeur d'un chef pour qu'un ouvrier s'entende dire « toi, rentre chez toi ! », et de voir ainsi sa journée perdue. Ce qui fait que le travailleur a déjà un couteau pointé sur la gorge quand il va au travail. Et en cas d'accident de travail, les patrons s'en lavent les mains et s'en sortent à bon compte. Ils ont les moyens pour s'arranger avec les autorités judiciaires ou directement avec les ministres. Quand les ouvriers se mettent en grève pour revendiquer des améliorations de leurs salaires ou de leurs conditions de travail, le gouvernement n'hésite pas à envoyer les forces de l'ordre pour les réprimer.*

*C'est tout cela qui est derrière ce que Ouattara a qualifié d'économie en « bonne santé ». Mais en bon bourgeois à la tête de l'État, il ne voit que les intérêts de sa classe sociale, y compris les siens propres.*

*Les travailleurs ne réclament que leur droit à la vie et l'argent ne manque pas dans ce pays pour améliorer leurs conditions d'existence. Il suffit d'ouvrir les yeux en se promenant dans les quartiers chics pour se rendre compte que l'argent il y en a mais il est entre les mains de la classe qui s'enrichit sur le dos de millions de travailleurs et de petits paysans.*

*Les différentes chapelles politiques qui se battent régulièrement pour accéder au pouvoir promettent monts et merveilles pour obtenir le maximum de voix lors des*

*prochaines élections de 2025. Ce sont des menteurs et des ennemis des travailleurs, leur seule ambition est d'accéder à la mangeoire et de bénéficier des privilèges du pouvoir. Leur camp social est le même que celui de Ouattara, c'est-à-dire celui des exploités et des parasites.*

*Alors, la seule perspective pour les travailleurs, c'est qu'ils défendent eux-mêmes leurs intérêts en se méfiant des politiciens qui se présentent comme leurs défenseurs. Malgré leur diversité ethnique, religieuse, nationale ou autres, les travailleurs constituent une seule*

*classe et ont les mêmes intérêts face au patronat et au gouvernement.*

*L'arme des travailleurs, c'est leur nombre et leur rôle dans l'économie. Sans leur travail, rien ne fonctionnerait et aucune richesse ne pourrait être produite. S'ils prennent conscience de la force colossale de leur classe, ils peuvent renverser cet ordre économique et social qui ne profite qu'à une minorité de riches et le remplacer par un autre système où les moyens de productions et les richesses seront la propriété de toute la société et orientés vers la satisfaction des besoins de la grande majorité.*

## Côte d'Ivoire

---

### LA QUESTION DU MAL-LOGEMENT

Les démolitions de plusieurs quartiers pauvres suite aux nombreuses opérations de déguerpissements décidées par le gouvernement, ont fortement aggravé les conditions d'existence des classes laborieuses. À la cherté de la vie, aux bas salaires et aux conditions de travail infernales, s'ajoute le fait que les familles ouvrières sont chassées de leurs quartiers comme des indésirables. Ceux qui étaient déjà des mal-logés ont été transformés brutalement en sans-abris pour permettre à quelques promoteurs immobiliers de s'emparer des terrains libérés. C'est un crime dont le premier responsable est le gouvernement qui ne s'est jamais préoccupé de reloger correctement ceux qui, faute de moyens, sont condamnés à vivre dans ces quartiers misérables.

#### La montagne a accouché d'une souris

En 2012, le gouvernement estimait déjà qu'il fallait construire 400 000 logements pour couvrir les besoins de la population, principalement dans la ville

d'Abidjan. L'État s'était alors engagé à construire 60.000 logements « sociaux » chaque année pendant 5 ans, une quantité bien en dessous des besoins.

Ce projet a suscité un réel engouement au sein de la population ; beaucoup de familles ont participé à la souscription mais le problème c'est que pour obtenir un logement il fallait graisser la patte de certains fonctionnaires. 5 ans après, seulement 10.000 logements ont pu sortir de terre. Ils n'avaient de « sociaux » que le nom puisque leurs prix étaient hors de portée de l'écrasante majorité des travailleurs qui étaient censés en bénéficier. Les familles pauvres ont été de fait éjectées de ce programme et pendant ce temps, le chiffre des besoins en logement n'a fait qu'augmenter, il est aujourd'hui estimé à 800.000.

#### Prolifération des quartiers précaires et chasse aux pauvres

La conséquence logique de l'incapacité des gouvernements successifs à construire des logements sociaux en quantité

suffisante a été la prolifération des bidonvilles et des quartiers dits précaires. D'ailleurs, comment pourrait-t-il en être autrement puisque la population d'Abidjan est en constante croissance alors que l'offre de logements ne suit pas. Du coup, tous les terrains libres en périphérie de la ville ou autour des zones industrielles sont devenus des lieux d'habitations de fortune pour ceux qui n'avaient pas les moyens de louer des logements ailleurs.

En 2019 le gouvernement a dénombré dans la seule ville d'Abidjan 132 quartiers précaires abritant plus d'un million deux cent mille personnes. Sous prétexte de sauver des vies et de mettre fin au « *désordre urbain* », le gouvernement s'en est pris aux habitants des quartiers précaires. Ainsi, Boribana, Banco 1, des pans entiers de Gesco et Adjamé Bracodi, etc., ont été démolis. Récemment le « *quartier Abattoir* » en a fait les frais. Des milliers de familles ont été jetées à la rue comme des animaux, sans relogement !

Aujourd'hui, ces terrains sont prisés, notamment par les capitalistes de l'immobilier. Des projets sont en cours à certains endroits. Des magasins sortent de terre souvent sur des zones qui étaient hier qualifiées de « *non constructibles* ». Tandis que les promoteurs immobiliers accaparent les terrains libérés, les pauvres qui y habitaient ont été chassés plus loin vers la périphérie de la ville, dans un dénuement total en cette saison de pluies qui a déjà causé des morts.

### Le droit au logement comme le droit à une vie décente ne s'obtiendra que par la lutte

La question du logement des travailleurs ne sera résolue ni par les exploités, ni par les dirigeants du pays qui n'ont d'égards que pour les intérêts des riches. Ce ne sont pas les moyens techniques et financiers qui manquent puisque le gouvernement en a trouvé pour organiser la dernière CAN. S'il en avait la volonté, il pourrait obliger les grands capitalistes à déboursier de l'argent pour loger leurs employés. Les bras ne manquent pas non plus dans ce pays pour construire ces logements, bien au contraire, il y a une multitude de travailleurs qui ne demande qu'à travailler !

Mais attendre du gouvernement et du patronat qu'ils viennent au secours des mal logés c'est comme attendre d'un bouc qu'il produise du lait ! C'est aux travailleurs eux-mêmes de s'organiser pour défendre leurs droits à une existence décente.



Le 24 mai 2023, à Adjamé-Bracodi, des habitants font échec à l'expropriation d'un des leurs par un promoteur immobilier.

# Les prolétaires n'ont pas de patrie

## LA COMPLICITÉ DE L'ÉTAT ET D'UNE MULTINATIONALE DANS L'EMPOISONNEMENT DES POPULATIONS

La société Endeavour Mining, groupe canadien, premier producteur d'or en Afrique de l'Ouest, exploite la mine d'or d'Ity qui se situe entre le département de Zouan-Hounien et celui de Bloléquin, dans l'ouest du pays. Fin juin, profitant certainement de la période des fortes pluies, elle a déversé ses déchets industriels dans les eaux pluviales. Ces eaux se sont propagées dans les marigots environnant et ont ensuite atteint le fleuve Cavally causant la mort de poissons et l'intoxication de plusieurs personnes. Dans un village situé à 400 m de la mine, des centaines de personnes ayant bu de l'eau des puits ou mangé des poissons, ont été intoxiquées. Elles présentaient

des symptômes de diarrhée, de vomissements, de maux de tête et des ballonnements.

Mais comme tout capitaliste, les propriétaires de cette entreprise sont là pour tirer le maximum de profit de l'exploitation des travailleurs, avec la complicité de l'État. Ils se moquent bien d'empoisonner en plus les populations pauvres environnantes.

Tant que ce sont de petites gens qui sont affectées, ce groupe minier continuera d'empoisonner avec la complicité du gouvernement ivoirien, à moins que les travailleurs et les populations ne leur fassent ravalier leur indifférence et leur mépris.

### PROPRIÉTÉ FONCIÈRE, BUSINESS ET MICMAC

En Côte d'Ivoire les terres appartiennent aux communautés villageoises. Jusqu'à, c'est elles qui faisaient les lotissements et procédaient à la vente des lots. Toute transaction liée à la vente d'un terrain commençait par une attestation villageoise qui est de fait le 1<sup>er</sup> titre de propriété. Ce document était émis par les communautés villageoises. À partir du 1<sup>er</sup> juillet 2024, l'État a mis en place « *l'Attestation de droit d'usage coutumier (ADU)* ». C'est un modèle unique d'attestation sur les lotissements pour tout le pays. Désormais quand un

lotissement est approuvé par les services de l'État, chaque lot est immatriculé et c'est le ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme qui fournit à la communauté villageoise le nombre d'ADU correspondant au nombre de terrains lotis.

Derrière le baratin sur la sécurisation des titres fonciers et sur la réduction du nombre de litiges fonciers, il y a surtout le calcul fait par les autorités en charge de la gestion des terrains pour se partager le gâteau avec les dignitaires.

### PAROLE DE POLITICIEN !

Pour la présidentielle de 2025, Adama Bictogo, l'actuel président de l'assemblée nationale, a lancé « *un appel solennel à la consolidation de la paix, à la cohésion et à la concorde* ».

Chacun le comprendra comme il veut. En tout cas, il est assez riche, ambitieux et

aux dents acérées pour s'imposer comme le candidat de son parti, au cas où Ouattara déciderait de se désister. De plus, son parti s'affrontera aux candidats du parti de Gbagbo et celui de Thiam, qui cherchent eux aussi à aller à la soupe !

Alors, « *la paix, la cohésion et la concorde* », dans la bouche de ces gens-là, ce n'est que du vent ! Ils sont capables de régler l'affaire à coup de machettes, comme dans le passé, pour peu qu'ils trouvent des gens pour les suivre !

Les travailleurs n'ont aucun intérêt à choisir entre ces crocodiles qui ambitionnent de devenir le roi du marigot, bien au contraire, ils auront tout à perdre s'ils se laissent embarquer derrière ces politiciens pourris.

### FAUT PAS ON VA RIRE !

Le professeur de droit Bléou Martin a tenu une conférence devant des étudiants sur le thème de la « *démocratie, quels enjeux?* ».

Voici ce qu'il dit : « *la démocratie étant le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple, cela veut dire que les représentants du peuple (qui exercent le pouvoir) doivent être à l'écoute du peuple et servir le peuple, répondre aux besoins du peuple en s'oubliant un peu soi-même* ».

Pour que son explication soit plus juste, il faudrait remplacer le mot « *peuple* » par le mot « *bourgeois* » mais ce professeur qui donne des leçons de démocratie n'est pas de cet avis et on comprend pourquoi quand on sait qu'il a été ministre de la « *sécurité intérieure* » en 2003, sous Gbagbo. S'était-il alors « *oublié un peu* » lui-même, comme il le conseille aujourd'hui aux autres ? En tout cas, ce que bien des gens n'ont pas oublié ce sont les atrocités et les injustices commises par le gouvernement dont il faisait parti.

### UN FAUX DÉBAT !

Sur les réseaux sociaux, ça discute beaucoup sur l'IDH (l'Indice de Développement Humain), créé par le PNUD, une agence de l'ONU, pour évaluer dans chaque pays l'espérance de vie, le niveau de vie, le niveau de scolarisation, etc.

Les réseaux sociaux se sont emparés de la question à la suite d'un meeting à Soubré où le président du PDCI a critiqué le gouvernement de Ouattara à propos de la baisse de cet indice en Côte d'Ivoire. Immédiatement, le porte-parole du gouvernement l'a traité de « *populiste* ».

Ce qui est certain, c'est que tous ces gens-là, ceux du pouvoir comme ceux de l'opposition officielle, se moquent comme de leur dernière chaussette de la situation des travailleurs ! Le seul véritable « *indice* » qui les préoccupe c'est celui qui indique le nombre de millions ou de milliards accumulés sur leurs comptes bancaires et dans leurs coffres-forts ! Quant à nous autres, travailleurs, chômeurs et autres laissés-pour-compte, notre situation ne s'améliorera que lorsque nous serons en mesure de renverser leur table bien garnie !

# Sénégal

## LES PRÉSIDENTS CHANGENT MAIS PAS LA SITUATION DES PETITES GENS

Lorsque les actuels dirigeants du Sénégal étaient dans l'opposition, ils promettaient monts et merveilles à la population pour obtenir des voix lors de l'élection présidentielle de mars dernier. Parmi leurs promesses il y a avait la lutte contre la vie chère, contre la corruption, voire « un changement systémique ».

Force est de constater que 3 mois après l'arrivée au pouvoir de Diomaye Faye (président) et d'Ousmane Sonko (Premier ministre) la population des quartiers populaires continue de souffrir de la vie chère.

Le 13 juin dernier, le gouvernement a annoncé des réductions sur les prix de certaines denrées alimentaires comme le pain, le riz, le sucre, l'huile, mais ce que les gens constatent dans leurs quartiers c'est que ces annonces n'ont pas été suivies d'effets. Par exemple, le gouvernement a dit que « *le riz brisé va baisser de 40 francs CFA [par kilo] et ne pourra pas dépasser les 410 francs CFA* ». Mais entre le prix officiel et le prix réel, la différence est parfois énorme puisque dans certains quartiers populaires les gens l'achètent au détail jusqu'à 600 ou 640 francs.



Petits commerçants à Dakar

Autre exemple, celui du sucre dont le prix officiel était de 650 francs le kilo (en réalité bien plus, jusqu'à 800 francs dans certains quartiers) devait passer à 600 francs. D'un seul coup on n'en trouvait plus chez les petits commerçants car ils ont préféré retirer le sucre de leur étalage plutôt que de le vendre à perte. Ils disent : « *pourquoi voulez-vous qu'on vende notre sucre au prix fixé par le gouvernement alors que nous l'avons acheté plus cher chez les grossistes ?* ».

En ce qui concerne le prix de la baguette de pain, le gouvernement a baissé son prix de 25 fr (150 fr au lieu de 175 fr). Certes, son prix a réellement baissé mais en contrepartie, elle est devenue plus petite et plus légère que celle d'avant. Ce pain léger est appelé « pain Pastef » par les gens (Pastef étant le nom du parti de l'actuel président).

Face à la déception et à la grogne dans les quartiers populaires, le gouvernement cherche des boucs émissaires parmi les petits commerçants et essaie de monter la population contre eux. Il a renforcé le nombre de contrôleurs des prix et a menacé de sanctionner les petits boutiquiers comme si ce sont eux qui sont responsables de la cherté de la vie. Pendant ce temps, les grossistes ne sont pas inquiétés. Sur ce plan-là, les dirigeants du nouveau pouvoir ne font que copier les tromperies et la démagogie de l'ancien président Macky Sall. Certains regrettent déjà d'avoir voté pour eux, d'autant plus que le salaire des ouvriers et des petits employés n'ont pas augmenté d'un centime pendant que les prix ont grimpé en flèches.

Une chose est sûre, c'est que pour les travailleurs comme pour les populations pauvres en générale, il n'y a rien de bon à attendre des gouvernements et des présidents qui se succèdent. Leur sort est

entre leurs mains, ils ne peuvent compter que sur leurs mobilisations et leurs luttes dans la rue et dans les entreprises pour améliorer leurs conditions d'existence.

## Mali

---

### LES ARRESTATIONS D'OPPOSANTS CONTINUENT

Le colonel Assimi Goïta, dirigeant de la junte au pouvoir à Bamako depuis quatre ans, continue de pourchasser ses opposants. Le 20 juin dernier, il a fait arrêter 11 membres de l'opposition qui s'étaient réunis dans la capitale. Le seul délit qu'ils ont commis c'est de vouloir qu'Assimi Goïta rende le pouvoir aux civils tel qu'il l'avait promis après son coup d'État. Son régime dit de Transition s'est transformé en dictature permanente et les élections prévues ont été renvoyées aux calendes grecques, à tel point que même ceux qui avaient applaudi à son arrivée au pouvoir ont fini par le lâcher les uns après les autres. Certains sont devenus des opposants, d'autres ont dû quitter le pays pour échapper à la prison ou à la mort.

Avec son discours nationaliste contre la présence militaire française au Mali, sa sortie de Cédéao et son adhésion récente à la « Confédération des États du Sahel », Assimi Goïta tente de redorer son blason auprès d'une partie de la population malienne. Combien de temps restera-t-il encore au pouvoir ? Cela dépend surtout de la volonté de la population d'en finir avec sa dictature. Certains se souviennent encore de l'ancien dictateur galonné Moussa

Traoré qui a dirigé le pays par la terreur durant 23 ans (de 1968 à 1991) et qui a été renversé par un soulèvement populaire en 1991.

Ce qui est sûr c'est que plus longtemps Assimi Goïta exercera sa dictature, plus il aggrandira le nombre de ses opposants. Mais si les travailleurs, les petits paysans et les opprimés du Mali mettent leur sort entre les mains de nouveaux galonnés ou de politiciens bourgeois civils, la dictature se poursuivra, de même que la misère pour la grande majorité de la population.



Le 5 juin 2020 à Bamako, les manifestants réclament le départ du président Ibrahim Boubacar Keïta. Assimi Goïta va profiter de ce mouvement de contestation pour prendre le pouvoir, le 20 août 2020. (Baba Ahmed/AP/SIPA)

## Kenya

---

### PRÉSIDENT ASSASSIN, FMI CRIMINEL

(Extrait de l'hebdomadaire Lutte Ouvrière n° 2918 du 5 juillet 2025)

Depuis le 18 juin, les manifestations se sont multipliées à Nairobi, la capitale du Kenya, contre un projet de budget prévoyant de nouvelles taxes. La répression a fait au moins 39 morts, mais le projet a dû être retiré, au moins pour l'instant. C'est pour garantir au FMI le remboursement des emprunts contractés que le président William Ruto voulait instaurer ces taxes. La dette représente 70 % du PIB et le Kenya est perpétuellement à la limite du défaut de paiement. Afin de prouver aux banquiers internationaux qu'il est capable de pressurer sa population pour honorer sa dette, William Ruto entendait augmenter les taxes sur le pain et l'essence et en instaurer une sur les véhicules particuliers. Il espère obtenir ainsi de nouveaux prêts, dans une spirale d'endettement sans fin semblable à celle qui étouffe bien des pays africains. La population kenyane, elle, doit subir une inflation qui atteint officiellement 6,2 % par an pour les produits alimentaires et 7,8 % pour les carburants, alors que le cours de la monnaie s'effondre.

Les affrontements ont commencé le 18 juin, quand des milliers de jeunes sont descendus dans la rue, répondant à l'appel lancé sur les réseaux sociaux par le groupe « *occupy Parliament* » (occuper le Parlement). Pendant des heures, chantant et provoquant la police par leurs danses, ils ont occupé le terrain pacifiquement, jusqu'à ce que les policiers s'en prennent à eux avec gaz lacrymogènes et canons à eau. Les jours suivants, le mouvement s'est étendu à plusieurs grandes villes, et le 25 juin les manifestants ont réussi à forcer les barrages et à pénétrer à l'intérieur du Parlement, en incendiant une partie. Le gouvernement a alors déployé l'armée, qui a ouvert le feu. Le len-

demain, William Ruto annonçait le retrait du projet de budget.

Dans les manifestations, les pancartes « *Ruto démission* » ont rapidement côtoyé celles demandant le retrait du projet de budget. Ruto est un riche homme d'affaires, bien à l'image d'une classe dirigeante qui accapare les richesses et suscite l'indignation par sa corruption éhontée. Il parade avec des montres à 50 000 dollars au poignet, a fait rénover le Palais présidentiel, multiplié par trois le budget de son épouse et dilapide l'argent public dans de coûteux voyages à l'étranger. Il est connu comme le chouchou des institutions financières internationales, FMI et Banque mondiale. Pendant ce temps, un million de personnes s'entassent dans le bidonville de Kibera, où sévit le choléra, au milieu des immondices et où l'eau polluée est le seul liquide pour se désaltérer. À Nairobi, la plupart des travailleurs vivent de petits métiers, au jour le jour, sans garantie pour le lendemain. Ils doivent subir les exactions d'une police gangrénée par la corruption qui règne de haut en bas de l'appareil d'État.

C'est contre ce régime odieux que s'est révoltée la jeunesse, contre cet auxiliaire des banquiers internationaux qui sucent le sang des travailleurs kényans.



Nairobi, 25 juin 2024, manifestation contre l'instauration de nouvelles taxes.

# Madagascar

---

## FÊTE DE L'INDÉPENDANCE PLACÉE SOUS LE SIGNE DE L'AGGRAVATION DE LA PAUVRETÉ

Un lecteur écrit : « À l'occasion de la Fête Nationale du 26 juin à Toliara le feu d'artifice cette année n'a duré que quelques minutes. Ce jour-là notre mère a l'habitude de préparer un repas spécial avec une dinde, mais pour cette fois-ci la dinde qui coûte 100 000 Ar (environ 22€) a été remplacée par un canard, moins cher. On a quand même réussi à marquer l'évènement avec ce qu'on avait ».

Le lecteur poursuit : « La population dans le district de Vangaindrano (Sud-est), a opté cette année pour une sorte de pacte autour du sacrifice d'un bœuf, manière pour elle de tourner le dos aux défilés officiels de la Fête Nationale. La cause est que cette population est en colère contre le gouvernement car depuis de nombreuses années ce district est complètement délaissé.

Cette colère est exacerbée par le fait que le candidat que la majorité des gens préférerait pour l'élection législative d'avril dernier a été arrêté pendant la période de propagande. Il a été quand même élu mais est toujours en prison. Les habitants de cette ville réclament en ce moment sa libération. Les résultats de ces élections ont été fortement contestés puisque 1600 requêtes ont été déposées auprès de la HCC (Haute Cour Constitutionnelle). La plupart de ces requêtes dénoncent les fraudes perpétrées par les candidats pro Andry Rajoelina, le président actuel ».

Le cas de Vangaindrano n'est pas un cas isolé, puisque de telles expressions de colère ont eu lieu dans d'autres villes petites et grandes.

## LES TRAFICS D'ESPÈCES PROTÉGÉES S'INTENSIFIENT

Des véhicules utilitaires remplis de cartons contenant d'énormes quantités de baobabs nains, ont été interceptés par les gendarmes ces dernières semaines à deux reprises sur la Route Nationale N°7 à proximité de Toliara, chef-lieu de province. Ces baobabs (*Operculicaria Decaryi*), ont des centaines d'années d'âge et constituent une espèce de plante endémique protégée car en voie de disparition. Dans d'autres régions de Madagascar, outre les plantes, ce sont des lémuriers, des tortues, des perruches et autres caméléons qui font l'objet de pillage.

Madagascar n'est pas le seul pays au monde dans lequel de tels trafics ont lieu : récemment la télévision française a

montré des images révoltantes de prises opérées par les douaniers de l'aéroport CDG qui révélaient l'existence d'un vaste trafic international. Des quantités colossales de plantes rares en provenance du Mexique, autre pays victime des agissements d'opérateurs sans scrupules, sont stockées dans les entrepôts de cet aéroport.

Et puis il n'y a pas que les plantes et les animaux qui sont accaparés par les gens riches qui ne savent pas quoi faire de leur argent. En France par exemple, le négoce de tableaux de renom atteint parfois des sommes astronomiques.

Pour les gens argentés : végétaux, animaux, minéraux, objets d'art, tout est

marchandise. Des sommes colossales, fruit de l'exploitation de centaines de millions de travailleurs à travers le monde sont englouties dans ce commerce.

Les capitalistes sont vraiment des parasites irresponsables dont il faut se débarrasser, leur système doit être renversé par les travailleurs.

## France

---

### IL N'Y AURA PAS DE CHANGEMENT SANS MOBILISATION MASSIVE ET CONSCIENTE DES TRAVAILLEURS !

(Nous publions ci-dessous l'éditorial des bulletins d'entreprises de nos camarades de Lutte Ouvrière de France. Il a été publié le 8 juillet 2024, le lendemain du 2<sup>ème</sup> tour de l'élection législative.)

Ceux parmi les travailleurs qui ont vu dans le Rassemblement national un moyen de dégager Macron se sentent floués par la tambouille politicienne qui lui a fait barrage. À l'inverse, pour ceux qui craignaient la politique du RN et ses attaques anti-immigrés, la relative victoire du Nouveau Front populaire est un soulagement.

Mais, à moins d'une explosion sociale venant de la classe ouvrière, ce soulagement ne peut être que de courte durée. Car la société continue de s'enfoncer dans la crise. Et il ne s'agit pas seulement de l'instabilité politique et d'une majorité introuvable qui risquent de condamner le prochain gouvernement à la paralysie, mais de l'aggravation de la crise économique. Les faillites d'entreprises se multiplient, menaçant des dizaines de milliers d'emplois. La pression des financiers sur l'État, endetté à hauteur de 3000 milliards, est plus forte que jamais. Les rivalités entre grands groupes capitalistes sont exacerbées. Elles ont déjà pesé grandement sur la guerre en Ukraine, tandis que les États-Unis et la Chine se préparent à s'affronter militairement.

Dans ce contexte, même avec l'arrivée d'un gouvernement de gauche, personne ne peut croire au Père Noël. La grande bourgeoisie continuera d'imposer du sang et des larmes aux travailleurs et le gouvernement, à son service, l'y aidera. Et ce ne sera pas la première fois que les Hollande, Faure et

même Mélenchon cautionneront les licenciements, les fermetures d'entreprises et la rigueur pour le monde du travail !

Un tel gouvernement ne protégera pas non plus les travailleurs d'origine étrangère du rejet, voire de la haine raciste. Ce poison est présent dans toute la société, y compris au cœur de l'appareil d'État et dans la police. Et il va continuer d'agir, car le RN ne s'est pas affaibli. Son poids politique et son influence sur toute la société n'ont même jamais été aussi élevés. Et il ne pourra que se renforcer quand, au fil des mois, le ou les prochains gouvernements montreront qu'ils n'ont rien d'autre à proposer aux travailleurs que de nouveaux reculs.

Rien de positif ne surviendra pour le monde du travail sans affrontement avec la grande bourgeoisie et son système. Ce dont aucun politicien ne veut, car ils sont tous des serviteurs fidèles du capitalisme.

Pour défendre leurs intérêts, il faut que les travailleurs retrouvent le chemin des luttes collectives, en ayant conscience qu'il faut renverser la domination de la bourgeoisie. Le prochain gouvernement s'appellera peut-être Nouveau Front populaire en référence à mai-juin 1936 où les travailleurs ont obtenu les congés payés et la semaine de 40 heures. Mais, contrairement au mythe inventé par la gauche, ces avancées n'ont pas été octroyées par Léon Blum et son alliance gouvernementale. Elles ont été arrachées par une des grèves générales les

plus puissantes que le pays ait connues, avec une vague d'occupations d'usine. C'est parce qu'il craignait de tout perdre que le patronat de l'époque a accordé ces congés payés, dont il n'était même pas question dans le programme du Front populaire. Loin d'encourager la mobilisation victorieuse, le rôle du gouvernement Blum a été, au contraire, de la canaliser pour que les ouvriers ne contestent pas la propriété privée des usines et le pouvoir patronal.

Le dernier acte politique de la Chambre de Front populaire fut de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Autrement dit, le Front populaire n'a ni protégé les travailleurs, ni fait barrage au fascisme et à la guerre. Cette histoire doit nous servir de leçon.

Le capitalisme nous condamne à l'exploitation et à la destruction de la planète. Il fait sombrer la société dans les inégalités, les haines nationalistes et racistes, les guerres. Seules la puissance et l'unité du monde du travail, mobilisé contre la grande bourgeoisie, peuvent l'empêcher.

Dans cette perspective, il faut construire un parti regroupant des travailleurs de

toutes origines autour de la conscience que le monde du travail reste la seule force révolutionnaire.



Demain, même s'il n'y a pas de gouvernement durable, la société continuera pourtant de tourner, car nous, travailleurs, en sommes la base. Les richesses, les profits et le capital de la bourgeoisie ne peuvent pas s'accumuler sans nous. Nous sommes indispensables. Cela nous donne le moyen de nous faire respecter et de nous battre, mais aussi et surtout de renverser le pouvoir de la bourgeoisie afin de diriger nous-mêmes la société.



# Ce que nous voulons

## Ce que nous voulons

**R**egrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

**C**ontribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

**C**ombattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

**A**ssocier à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

**E**ngager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

**M**ettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

**V**eiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

**A**gir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.